

AREVA : Et maintenant ?

La soif de grandeur de nos dirigeants successifs a entraîné le Groupe dans une véritable boulimie expansionniste, y compris bien souvent au-delà de nos activités premières.

Investissements dans le capital d'entreprises, cessions ou rachats d'actifs, AREVA ressemble alors davantage à une « banque-industrie » qu'à un vrai groupe industriel. Puis en 3 ans, le Groupe a cédé plus de 10 milliards d'euros d'actifs (T&D, Eramet, etc).

Mais cette stratégie n'est pas sans risque et certains choix se sont révélés désastreux.

Après Jean Bernard LEVY à EDF, le Gouvernement vient de nommer Philippe VARIN (ex patron de PSA) à la tête d'AREVA.

Des solutions radicales, comme l'externalisation d'activités déficitaires du Groupe ou l'abandon de nouvelles constructions d'EPR, seraient d'ores et déjà envisagées.



Pour FO, il est malheureusement clair comme à chaque fois qu'il s'agit d'entreprise en difficulté, que les véritables responsables d'un tel gâchis ne payent pas l'addition, au contraire des salariés.

Rappelez-vous, ce sont les mêmes dirigeants qui déclaraient récemment :

« Un salarié qui n'achète pas d'actions AREVA, c'est un salarié qui ne croit pas en son entreprise » !

Nous dirions plutôt que les salariés, à juste titre, se méfient de leurs dirigeants.

De plus, notre nouveau Président aurait reçu le feu vert du Gouvernement **« pour tailler dans les effectifs » !**

FO dénonce ce qui serait socialement une catastrophe pour l'ensemble des catégories professionnelles.

On ne peut indéfiniment exiger plus, toujours moins cher, toujours plus vite sans risquer définitivement de fragiliser l'entreprise et de perdre toutes les compétences nécessaires à sa pérennité.

Ne perdons surtout pas de vue que tout ce marasme s'inscrit également dans le cadre de la loi sur la transition énergétique, rebaptisée « pour la croissance verte », votée le 14 Octobre 2014 par les députés et soutenue par certaines Organisations Syndicales.

La mesure phare de cette loi consiste à réduire la part du nucléaire à 50% de la production d'électricité en 2025.

Il s'agit d'un bouleversement total de la filière nucléaire.

Tous ceux qui veulent la remise en cause directe de nos activités vont être ravis de pouvoir justifier leur décision au vu du contexte économique actuel du Groupe.

Sur ce point, il est grand temps que tous les salariés connaissent les réelles intentions de leurs représentants (Voir tract FO « La Filière nucléaire en danger » du 22/10/2014).

Pour FO, l'Etat doit prendre toutes ses responsabilités pour soutenir ce qu'il considèrerait, il n'y a encore pas si longtemps, comme « le fleuron industriel national » et qu'il présentait comme tel devant tous les principaux dirigeants des pays étrangers.

En ce sens, le rapprochement avec un autre grand Groupe industriel semble de plus en plus inéluctable au vu de la grandeur des investissements nécessaires et de l'envergure des différents concurrents étrangers.

Chronique d'un naufrage industriel historique !

En septembre 2001, CEA-Industrie (regroupant COGEMA, FRAMATOME et TECHNICATOME) change de nom commercial pour celui d'AREVA, « Atomic » Anne, PDG de COGEMA, devenant également Présidente du Directoire d'AREVA. En 2006, COGEMA, FRAMATOME et TECHNICATOME prennent respectivement les noms d'AREVA NC, AREVA NP et AREVA TA.

De la course au gigantisme à la spirale infernale !

En 2007, 3 milliards d'euros partent en fumée pour le rachat de la société canadienne d'exploration minière UraMin, débouchant le 3 juin dernier par une perquisition au siège d'AREVA suite à l'enquête préliminaire ouverte par le Parquet National Financier (PNF) faisant suite à un rapport de la Cour des Comptes signalant en février « *une suspicion de commissions d'infractions pénales* ».

En 2009, l'entreprise sud-coréenne Kepco remporte à la surprise d'AREVA, d'EDF et de GDF SUEZ un contrat estimé à 20 milliards d'euros et concernant la construction de 4 centrales nucléaires aux Emirats Arabes Unis... l'équipe de France du nucléaire vole en éclats !

En début d'année, AREVA arrête les activités minières d'Imouraren au NIGER jugée « inexploitable », pourtant seule activité un peu viable d'UraMin.

Considéré comme vitrine commerciale mondiale, le réacteur EPR de FLAMANVILLE, débuté en 2007 pour un démarrage programmé en 2012, va accuser 5 ans de retard pour des travaux estimés, à ce jour, à près de 9 milliards d'euros, soit 3 fois supérieur à celui annoncé au départ.

Le réacteur de nouvelle génération EPR OLKILUOTO 3 (OL3) construit actuellement par AREVA en FINLANDE coûtera près de 8 milliards d'euros, soit plus du double du devis d'origine, pour une mise en service prévue en 2018 soit 9 ans de retard sur le calendrier initial.

Pour FO, cela ne doit pas pour autant remettre en cause la pertinence de l'EPR. Mais, par excès d'optimisme ou de confiance, en minorant trop les coûts et les délais initiaux de ces prototypes, les dirigeants successifs d'AREVA ont transformé en échec la réalisation de tels projets industriels, gigantesques et complexes.

Bien évidemment, la catastrophe de FUKUSHIMA en mars 2011 et la crise financière ont fait stagner la vente de réacteurs et la conclusion de contrats sur le recyclage des combustibles, mais cette série d'échecs successifs font qu'aujourd'hui AREVA est considérée par de nombreux spécialistes économiques « *comme une entreprise en faillite si elle n'était pas publique* » !